

canadienne de développement international, organisme dont la dimension économique est très importante. J'ai beaucoup travaillé sur les problèmes Nord-Sud, notamment depuis 1975-77, et plus particulièrement à titre de coprésident adjoint de la conférence de Paris.

• *Le 30 septembre dernier, vous avez remis vos lettres de créance au président de la République française. Était-ce votre premier contact avec M. François Mitterrand?*

M.D. Non, j'ai rencontré pour la première fois M. Mitterrand à Ottawa il y a peu d'années. Notre premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, l'avait invité alors que M. Mitterrand revenait d'une réunion de l'Internationale socialiste qui s'était tenue à Vancouver (3). Ma deuxième rencontre, lors de la présentation de mes lettres de créance, a été extrêmement chaleureuse, très agréable et significative du niveau d'intérêt que le président de la République manifeste pour le Canada. Il m'a dit qu'il voulait donner à cette rencontre un caractère « particulier » parce que je représentais le Canada et que je n'étais pas étranger à la France. Nous avons fait le tour des "points forts" des relations entre les deux pays, dans les domaines politiques, économiques, culturels et linguistiques, et nous sommes venus rapidement à la conclusion que ces relations devraient connaître une expansion forte et soutenue au cours de la décennie qui commence. Au cours de cette réception à l'Élysée, j'ai eu aussi le grand plaisir de revoir M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures. Je l'avais rencontré souvent, à Bruxelles et ailleurs, lorsqu'il était membre de la commission des Communautés européennes et que j'étais moi-même président de l'Agence canadienne de développement international. Nous partageons le même intérêt pour le monde en voie de développement. C'est un ami que j'ai retrouvé.

• *Pouvez-vous nous dire ce que sera l'orientation générale de votre action à Paris?*

M.D. Un ambassadeur a toujours une mission globale : faire en sorte que les relations entre son pays et le pays hôte s'intensifient, s'élargissent et prennent une signification plus profonde. Or j'arrive en France dans une période d'un intérêt exceptionnel pour l'histoire de la France et pour l'histoire des relations franco-canadiennes. Il existe un très grand potentiel pour le développement de ces relations, pour le dépassement des problèmes qu'elles ont connus dans le passé. Ma mission est donc de mobiliser tous les intérêts en vue de renforcer les relations bilatérales, d'identifier les possibilités de croissance dans tous les domaines, et ils sont extrêmement variés.

• *Sur le plan économique, ces relations pourront-elles dépasser le niveau modeste qui est le leur depuis longtemps? Les exportations ne représentent-elles pas, pour chacun des deux pays, 1 p. 100 de ses exportations totales?*

M.D. On ne peut certes pas se satisfaire du niveau de ces relations. Elles sont loin d'être négligeables, mais l'importance de l'économie et des échanges des deux pays, à l'échelle mondiale, justifierait qu'ils aient entre eux une relation plus vigoureuse. Plusieurs éléments expliquent cette situation. D'une part, l'économie française était, il y a encore une trentaine d'années, plus autarcique qu'actuellement; elle a dû ensuite s'adapter d'une manière prioritaire aux règles de la Communauté européenne. Le Canada, lui, est étroitement lié à l'économie nord-américaine, mais son développement économique va de pair avec la diversification de ses courants d'échange. Il s'en faut d'ailleurs de beaucoup que toutes ses ressources économiques soient mises en valeur. La richesse du pays en matières premières et en sources d'énergie est une promesse de complémentarité avec les économies française et européenne. La France a développé une mine d'uranium très

3. M. François Mitterrand était alors premier secrétaire du parti socialiste.